

**"Ne touchez pas au Baccalauréat,
diplôme national, organisé autour d'épreuves terminales et anonymes,
1^{er} grade universitaire ouvrant droit à l'inscription dans la filière universitaire de son choix !"**

Lancé le mardi 16 janvier, l'appel recueille déjà plus de 600 signatures en une semaine !

Première conférence de presse lundi 22 janvier (CAFÉ URBAIN, 118 avenue de Flandre, 75019 PARIS).

Lors de cette conférence de presse, initiateurs de l'appel « **Ne touchez pas au Baccalauréat** », nous avons présenté cette initiative politique dans le cadre du « **Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit** », lancé en mars 2016. Le [Manifeste](#) regroupe aujourd'hui **plus de 1200 signataires publics** (enseignants du premier degré, du second degré, universitaires, parents d'élèves, jeunes, syndicalistes, élus...) et deux **conférences nationales** ont déjà été organisées en novembre 2016 à Paris et octobre 2017 à Marseille.

De notre point de vue, le **baccalauréat**, examen national organisé en épreuves terminales et anonymes, est la **clé de voûte de toute l'école publique, laïque et nationale** parce qu'il exige des programmes et des horaires nationaux à tous les niveaux. Cette question concerne tout le monde et **notre initiative vise à regrouper largement enseignants, jeunes, parents, syndicalistes, indépendamment de leurs engagements par ailleurs, sur des objectifs communs :**

- le maintien d'un **bac national, avec des épreuves ponctuelles et anonymes**, comme premier grade universitaire permettant l'accès à la filière **de son choix** à l'université, garant du principe républicain **d'égalité**,
- **l'abandon** des projets gouvernementaux visant à instaurer le **contrôle continu** et la **sélection à l'université** (loi ORE, « réforme » du lycée et du Bac)
- le **refus** de faire des **enseignants des auxiliaires de la sélection** avec l'élaboration des « fiches-avenir » au lycée et des « attendus » de chaque filière à l'université, les réflexions se mettant en place avant même que le texte soit adopté !

Il s'agit **d'aider à l'organisation du mouvement d'indignation et de rejet** qui s'exprime dans de nombreux établissements pour faire reculer le gouvernement. Cela signifie **clarifier les enjeux** de ces réformes, donc les lier à **l'ensemble des mesures détruisant l'école publique et l'accès à l'instruction pour tous**. C'est pourquoi nous avons également lancé un [Appel contre l'inclusion scolaire sauvage](#) en septembre 2017.

Il s'agit de se **rassembler pour reconquérir l'école que nous voulons pour les enfants du peuple** : celle qui transmet des **savoirs** certifiés par des **diplômes nationaux** et des **qualifications** reconnus par les **conventions collectives**. **Une école instruit et émancipe tous les enfants !**

Jack LEFEBVRE, syndicaliste enseignant, Yvelines

Martine DUPUY, conseillère pédagogique retraitée, Marseille

Marc MOUHANNA, enseignant en philosophie, syndicaliste, Seine-Saint Denis

Olivier LONG, Maître de conférences, Faculté des arts, université Paris1 Panthéon-Sorbonne

Alain PARRAU, Chargé de cours à Paris 7.

Nous vous prions de bien vouloir relayer l'[Appel en défense du Baccalauréat](#) dans votre journal et mentionner le [site du Manifeste](#) où cet appel peut être [signé en ligne](#). Nous sommes à votre disposition pour vous donner toute précision utile lors d'une rencontre ou d'un entretien téléphonique.